

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

BELGIQUE. — Le 21 janvier a été déclenchée la grève générale des mineurs. Elle a pour origine la prétention patronale de renvoyer trois délégués ouvriers.

ANGLETERRE. — L'agence « Reuter », 22 janvier, annonce que 9.000 ouvriers des usines Humbert-Willman, à Coventry, font grève malgré l'opposition du Syndicat. La pression du gaz a dû être réduite de moitié à Manchester. Le gouvernement a menacé de faire appel à la troupe.

ITALIE. — Des troupes SS et des fascistes italiens ont cerné, du 19 au 21 janvier, la ville de Milan. Des perquisitions ont eu lieu dans les maisons ouvrières. Des centaines d'ouvriers et leur famille avaient été préalablement arrêtés. La semaine précédente, une action analogue avait eu lieu à Côme.

Dans toute l'Italie « libérée », on signale des manifestations contre l'insuffisance du ravitaillement. La misère est terrible.

Le général Alexander a annoncé la « dissolution » des partisans d'Italie du Nord. Le journal suisse « Basler Nachrichten » signale que les Anglo-Saxons, en privant ces milliers d'hommes d'équipement et de munitions, les ont condamnés à mourir de misère et de faim ou à capituler.

« Malheur à ceux qui auront capitulé ». Une feuille clandestine de la Haute-Italie accuse Alexander d'avoir sacrifié les partisans pour des motifs politiques.

LA SITUATION EN POLOGNE LIBEREE

Dans le nouvel Etat polonais, l'église catholique reste l'église officielle et ses ministres bénéficient de subventions. Dans les écoles, l'instruction religieuse est inscrite au programme de l'enseignement, de même que le mariage religieux reste la seule forme d'union légale, la réforme agraire n'a pas touché jusqu'ici aux terres de l'église, la question demeure, toutefois, réservée jusqu'à la libération du pays.

(Agence « France-Presse », 14 janvier)

Extrait de Combat :
Combat cite France Libre...

Le général de Gaulle vient d'exposer au peuple français les causes de notre actuelle détresse. Il a passé volontairement sur les erreurs commises par certains de ses ministres.

Et ajoute :

Cette dernière phrase résume admirablement le discours.

A BAS L'ANTICOMMUNISME

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

Les travailleurs doivent renforcer la garde armée des usines plus nécessaires que jamais, comme le montre l'exemple de Caudron-Renault ; maintenir leurs Milices dont les chefs doivent être élus démocratiquement, les élargir à de nombreux travailleurs hommes et femmes, apprendre le maniement des armes à l'ensemble des ouvriers de l'entreprise comme le font les G.C.R. de chez Panhard, entreprendre en liaison avec les Comités de ménagères une action coordonnée contre les spéculateurs du marché noir et contrôler le ravitaillement des masses populaires. Renoncer aux organisations armées de la classe ouvrière, capituler devant les ennemis de l'armement du peuple, dont Lenine a dit qu'il était le rempart indispensable de nos libertés, c'est livrer les travailleurs pieds et poings liés à l'arbitraire des patrons et des spéculateurs, c'est ouvrir la voie au fascisme à qui les mesures réactionnaires du gouvernement ouvrent la voie.

STALINE-DE GAULLE OU LENINE ET TROTSKY ?

A l'issue de la honteuse mascarade de la salle Pleyel — où Duclos s'évertua à démontrer que les mots d'ordre que Lenine lançait en 1918 dans le pays de la dictature du prolétariat (tout pour le front, doubler les effectifs de l'Armée Rouge) s'appliquent à la IV^e République, gouvernée par les trusts et leurs agents — le camarade Thorez fit scandale. Au cours du spectacle comprenant une évocation de la prise du Palais d'Hiver et des œuvres de poètes soviétiques, il donna l'ordre de cesser immédiatement la représentation malgré les protestations d'une partie de la salle. Le camarade Thorez a beaucoup de mal à faire rentrer Lenine et sa malencontreuse Révolution d'Octobre dans sa « ligne » de collaboration de classe.

L'ANTITROTSKYSME FORME ACHEVEE DE L'ANTICOMMUNISME

Cette offensive contre la volonté de lutte de la classe ouvrière passe nécessairement par une offensive violente contre toute expression révolutionnaire,

SUR LE FRONT OUVRIER

Les illusions de la « libération » se dissipent. La guerre continue et les masses populaires continuent à en faire les frais alors que les capitalistes et les spéculateurs s'enrichissent de la misère générale. Les travailleurs, sachant qu'ils n'ont rien à attendre d'un gouvernement au service des trusts passent à l'action.

POUR LES SALAIRES

Chez CHAUSSON (Asnières). — Le patron réduit les heures de travail et invoquant la loi du 20 mai refuse d'indemniser les heures chômées. Les ouvriers réclament le paiement à 75 % des heures chômées. Refus de la direction. La grève est décidée. L'usine est occupée. Les responsables des métaux accourent pour donner l'ordre à la C.E. de faire cesser l'occupation « inopportune » et de reprendre le travail. La C.E. s'incline mais porte la question devant l'assemblée générale des grévistes qui désapprouve les capitulaires. La majorité décide la continuation de la grève. Le soir même, le patron recule et les ouvriers obtiennent satisfaction.

Chez BLOCH (Saint-Cloud). — Les ouvriers et techniciens, réunis en assemblée générale, votent à l'unanimité la motion suivante : « Constatant avec amertume que leur standard de vie est journellement amoindri par l'augmentation du coût de la vie et de la non répression du marché noir, alors que leurs salaires sont stagnants ; ils protestent énergiquement contre l'augmentation de 4 % des Assurances Sociales qui va encore grever leur maigre budget sans apporter en compensation une amélioration dans le régime des A.S. ; ils estiment que M. Parodi doit annuler au plus tôt le décret instituant cette augmentation ».

DU PAIN POUR TOUS

LES CHEMINOTS MANIFESTENT. — Le mercredi 22 novembre tous les ouvriers des ateliers S.N.C.F. d'Épernay environ 2.000 cheminots) se sont rendus en cortège, encadrés par les gardes civiques cheminots et cela dans le plus grand ordre à la sous-préfecture d'Épernay.

Le motif était le suivant : le matin même, les rations de pain supplémentaires étaient supprimées.

Le mot d'ordre de grève immédiate, dès la rentrée de 13 h. 30, a passé spontanément de bouche à oreille. Ni la direction syndicale, ni les responsables staliniens n'ont été les promoteurs du mouvement. Voyant la grève se déclencher, ils ont pris la tête, convoquant immédiatement une réunion syndicale qui décida de la procession.

Rien ne fut obtenu, que des promesses. Ces promesses, cela va de soi, ne sont pas tenues. Le minimum à faire est d'organiser un nouveau mouvement revendicatif. Mais les responsables staliniens, qui viennent justement de recevoir les ordres de Paris (se mettre au travail et montrer l'exemple), sont loin

qu'on catalogue comme « gauchiste », et avant tout contre son avant-garde, notre Parti Communiste Internationaliste. Visiblement l'arme de la calomnie qui servit si bien la contre-révolution jusqu'en 1939 ne mord plus auprès des ouvriers qui ont lutté coude à coude avec nos camarades contre la férocité répressive combinée de Hitler et de Vichy, qui ont vu les trotskystes à l'œuvre : leur dévouement sans borne, leur activité inlassable, dans la construction des Syndicats, des Comités d'usines, des Milices et des Comités d'épuration. Obligés pour le moment de renoncer à cette arme, les bureaucrates chauvins n'ont aucune pudeur à faire appel aux flics dressés par Darnand.

Aublay, à l'assemblée générale des responsables techniques d'entreprises de la région parisienne, le 20 janvier, déclara que pour arrêter la circulation des tracts trotskystes dans les usines, M. le ministre communiste Tillon rend les directions, les patrons responsables des tracts distribués dans les usines. Il leur demanda de « signaler à la gendarmerie de l'Air les individus pris sur le fait ». Aublay, plus modeste, demanda seulement « le vidage à coup de pompes dans le cul ».

Tant est grande la crainte des bonzes de l'écho grandissant de notre voix dans les usines, qu'ils n'hésitent pas à devenir des mouchards au service de la bourgeoisie !

Nennig attaque violemment les responsables syndicaux de Morane qui ont eu l'audace d'envoyer aux métaux une résolution (qualifiée de trotskyste) votée par les ouvriers de l'usine et préconisant « des manifestations de masse : 1) devant le ministère du Travail pour obtenir une augmentation de salaires correspondant au coût de la vie ; 2) devant la Consultative pour contraindre le gouvernement à appliquer les décisions prises dans cette assemblée ». Cette motion, malgré de graves illusions dans le rôle du Parlement, croupion du Luxembourg, révèle la volonté ouvrière de s'opposer à l'arbitraire d'un gouvernement irresponsable et incontrôlé. Pour Nennig, c'est du « trotskysme ». Une telle action est « impossible dans la période actuelle... Attaquer Parodi, ce serait attaquer le gouvernement lui-même ». Et il reprend la formule de

TRAVAILLEURS, NE DESERTEZ PAS VOS SYNDICATS

Les travailleurs se rendent dans les assemblées syndicales pour y recevoir des directives de lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Les bonzes syndicaux ne font que des laïus sur « Tout pour la guerre, travailler d'abord, revendiquer ensuite ».

De nombreux travailleurs refusent de reprendre leur carte. Bien des assemblées sont désertées par la grande masse des travailleurs.

Travailleurs, ne désertez pas vos organisations syndicales. Reprenez vos cartes. Suivez les assemblées syndicales et menez-y le bon combat contre les agents de la bourgeoisie. Regroupez-vous en fractions lutte de classe pour la démocratie syndicale et la défense des droits des travailleurs.

de vouloir provoquer un quelconque mouvement revendicatif.

Les cheminots se rappelleront qu'une simple démarche ne suffit pas ; et la prochaine fois, ils exigeront immédiatement des actes et non des promesses.

CAUDRON-RENAULT. — Un flic du contrôle économique — commandant en retraite — vient pour enlever la viande déposée dans les hangars de la rue Danton. Le milicien ouvrier de garde donna l'alarme. 800 ouvriers de l'usine I.M. qui ont pu être prévenus à temps foncent rue Danton et commencent à huer et à secouer le commandant qui s'était vanté d'arriver à s'arranger, « comme toujours », avec les ouvriers.

Les ouvriers, avec quelques bourrades, l'escortent jusqu'au métro. La population d'Issy-les-Moulineaux vient grossir le cortège. Des ménagères constatent que les gars de Caudron emploient la seule méthode pour en sortir : l'action de masse. Aux fenêtres, on applaudit à l'action des métallos.

Le maire d'Issy (du P.C.F.) promet d'en parler au C. P. L. En attendant qu'on en « parle », il faut doubler les gardes et être vigilants pour défendre notre beefsteak contre les affameurs du ravitaillement qui, systématiquement, sabotent les cantines gérées par les ouvriers au lieu d'aller réquisitionner les officines de marché noir et les boîtes de nuit.

DU TRAVAIL POUR TOUS

Les ouvriers de l'usine Marchel Bloch, Saint-Cloud, réunis en assemblée générale le vendredi 12 janvier 1945, ayant envisagé le problème de la reprise économique et de la résorption du chômage, proposent :

1) l'élaboration par la C.G.T. d'un plan de reprise économique ;

l'élection dans chaque usine d'une Commission technique du plan, chargée de reprendre l'inventaire et d'entrer en relation avec les entreprises similaires pour envisager les possibilités de production, dans le cadre d'un plan général de reconstruction économique ;

2) l'élaboration par la C.G.T. d'un plan de reprise économique ;

l'élection dans chaque usine d'une Commission technique du plan, chargée de reprendre l'inventaire et d'entrer en relation avec les entreprises similaires pour envisager les possibilités de production, dans le cadre d'un plan général de reconstruction économique ;

3) ils pensent que seule la mise sur pied du Plan, son application sous contrôle ouvrier, et le fonctionnement réel des Commissions techniques pourront mettre un terme à la résistance des trusts.

Ces propositions sont justes, mais insuffisantes. La reprise économique ne peut se faire, la monnaie ne peut se stabiliser qu'à condition qu'un tel plan soit orienté vers la satisfaction des besoins civils. Pour briser la résistance des trusts, il faut imposer l'expropriation sans indemnité ni rachat et le contrôle ouvrier des industries-clés et des banques.

En attendant, bon nombre d'entre nous sont rappelés d'urgence par l'arsenal. Mais il nous reste à trouver des logements et devons-nous, après la journée, nous appuyer la queue devant les boutiques vides dans la partie de la ville non détruite, puisque sur la convocation on nous annonce que les cantines sont insuffisantes ?

Ne devrait-on pas organiser le ravitaillement et le logement des ouvriers d'abord. Il y a encore à Brest des ouvriers qui dorment dans les blockaues allemands souterrains. Ils y crèvent de froid. Pendant ce temps, des bourgeois qui ne sont d'aucune utilité pour la remise en état de la ville occupent des appartements de 8 et 10 pièces pour Monsieur, Madame et le petit chien-chien. Ils ont eu la chance de conserver leur maison, tant mieux pour eux, tre 4 ou 6 pièces à la disposition de mais ne serait-il pas équitable de mettre ceux qui travaillent et sont seuls utiles.

Avec ça, quels salaires de misère ! Le chômage sévit partout. Les délégués syndicaux de la C.G.T. réclament la semaine de 54 heures parce qu'ils ne peuvent vivre, disent-ils, avec le salaire de 48 heures. C'est bien l'avis des ouvriers, avec une nuance pourtant, puisque nous estimons qu'il serait préférable d'exiger une augmentation horaire. J'ai idée que la prochaine assemblée du bâtiment sera houleuse. D'autant plus que la prime de 50 fr. réclamée par la C.G.T., pour difficultés d'existence, est ramenée à 20 francs par le ministre des Finances.

Le 11 janvier, il y a eu une manifestation des ouvriers et ménagères en faveur du ravitaillement. Le commissaire régional n'est pas venu prétextant une panne. (Monsieur n'aime pas plus les manifestations que son prédécesseur le préfet de Vichy.) Le manque de transport et de carburant est, paraît-il, cause de notre mauvais ravitaillement. Mais les camionneurs sont en chômage les trois-quarts du mois pour manque de carburant. Pourtant, de nombreux particuliers en gaspillent de l'essence pour se balader sans utilité.

partisans russes, faits prisonniers, évadés ou libérés par l'avance américaine, vivent en France. Ils ont été concentrés dans des camps. Leur combativité constante est un exemple pour les travailleurs français.

Ceux du camp de Pontoise, par exemple, que l'on avait habillés de vieux uniformes allemands, s'emparent d'un wagon d'équipement américain, puis déclarent qu'ils ont droit à l'armement en tant que partisans et soldats alliés, réquisitionnent des armes à l'arsenal de Pontoise. Ils expulsent des gendarmes français venus arrêter une trentaine de leurs camarades. Le commandant russe du camp, avec lequel ils sont d'ailleurs en conflit constant pour la répartition de la nourriture et des vêtements, fait appel à la mission militaire russe de Paris qui vient de Paris, mais est impuissante à prendre des sanctions.

Dans des conversations personnelles avec des travailleurs français, tous affirment leur volonté de construire la société socialiste et déclarent ne pas se tromper sur la nature du régime stalinien.

Ceux de Saint-Germain-la-Poterie (Oise), revendiquent contre le major russe, accusé de mettre des rations de côté pour lui et de payer les hommes pour sa garde personnelle. Ils ont envoyé une pétition à l'ambassade de l'U.R.S.S. par l'intermédiaire de leurs délégués.

UNE LETTRE

La misère à Brest

Le port de Brest n'est pas utilisé, quoique utilisable pour les plus grands paquebots, quelles que soient les marées, à toute heure du jour et de la nuit. Il ne figure pas dans la liste des ports utilisables publiée par les journaux, ni dans celle des ports utilisables après remise en état rapide, ni dans celle des ports détruits. Nous n'y comprenons rien.

En attendant, bon nombre d'entre nous sont rappelés d'urgence par l'arsenal. Mais il nous reste à trouver des logements et devons-nous, après la journée, nous appuyer la queue devant les boutiques vides dans la partie de la ville non détruite, puisque sur la convocation on nous annonce que les cantines sont insuffisantes ?

Ne devrait-on pas organiser le ravitaillement et le logement des ouvriers d'abord. Il y a encore à Brest des ouvriers qui dorment dans les blockaues allemands souterrains. Ils y crèvent de froid. Pendant ce temps, des bourgeois qui ne sont d'aucune utilité pour la remise en état de la ville occupent des appartements de 8 et 10 pièces pour Monsieur, Madame et le petit chien-chien. Ils ont eu la chance de conserver leur maison, tant mieux pour eux, tre 4 ou 6 pièces à la disposition de mais ne serait-il pas équitable de mettre ceux qui travaillent et sont seuls utiles.

Avec ça, quels salaires de misère ! Le chômage sévit partout. Les délégués syndicaux de la C.G.T. réclament la semaine de 54 heures parce qu'ils ne peuvent vivre, disent-ils, avec le salaire de 48 heures. C'est bien l'avis des ouvriers, avec une nuance pourtant, puisque nous estimons qu'il serait préférable d'exiger une augmentation horaire. J'ai idée que la prochaine assemblée du bâtiment sera houleuse. D'autant plus que la prime de 50 fr. réclamée par la C.G.T., pour difficultés d'existence, est ramenée à 20 francs par le ministre des Finances.

Le 11 janvier, il y a eu une manifestation des ouvriers et ménagères en faveur du ravitaillement. Le commissaire régional n'est pas venu prétextant une panne. (Monsieur n'aime pas plus les manifestations que son prédécesseur le préfet de Vichy.) Le manque de transport et de carburant est, paraît-il, cause de notre mauvais ravitaillement. Mais les camionneurs sont en chômage les trois-quarts du mois pour manque de carburant. Pourtant, de nombreux particuliers en gaspillent de l'essence pour se balader sans utilité.

partisans russes, faits prisonniers, évadés ou libérés par l'avance américaine, vivent en France. Ils ont été concentrés dans des camps. Leur combativité constante est un exemple pour les travailleurs français.

Ceux du camp de Pontoise, par exemple, que l'on avait habillés de vieux uniformes allemands, s'emparent d'un wagon d'équipement américain, puis déclarent qu'ils ont droit à l'armement en tant que partisans et soldats alliés, réquisitionnent des armes à l'arsenal de Pontoise. Ils expulsent des gendarmes français venus arrêter une trentaine de leurs camarades. Le commandant russe du camp, avec lequel ils sont d'ailleurs en conflit constant pour la répartition de la nourriture et des vêtements, fait appel à la mission militaire russe de Paris qui vient de Paris, mais est impuissante à prendre des sanctions.

Dans des conversations personnelles avec des travailleurs français, tous affirment leur volonté de construire la société socialiste et déclarent ne pas se tromper sur la nature du régime stalinien.

Ceux de Saint-Germain-la-Poterie (Oise), revendiquent contre le major russe, accusé de mettre des rations de côté pour lui et de payer les hommes pour sa garde personnelle. Ils ont envoyé une pétition à l'ambassade de l'U.R.S.S. par l'intermédiaire de leurs délégués.

CAMARADES !

LA VERITE fait un effort pour paraître HEBDOMADAIRE sur un format amélioré. Cela représente de nouveaux sacrifices de tous nos camarades. Compensez son faible tirage imposé par la bourgeoisie qui a peur de la VERITE. Ecrivez-nous des remarques sur son contenu, sa forme, sur l'accueil qui lui est fait. Donnez-nous des nouvelles de l'usine ou du chantier.

Organisez sa vente. Abonnez-vous :
24 N^{os} — 6 mois..... 45 fr.
48 N^{os} — 1 an..... 85 fr.

Imprimerie Spéciale de la Vérité Lyon

FAVRE